

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINA—JURISPRUDENȚA—LEGISLAȚIUNE—ECONOMIE POLITICĂ—FINANȚE—SOCIOLOGIE

Director: **DEM. . DOBRESCU**
Președintele Uniunii Avocaților din România

COMITETUL DE REDACȚIE:

| | | | | |
|--|---|--|---|--|
| TR. ALEXANDRESCU <i>Avocat. Fost Magistrat Pro- decanul Baroului de Ilfov</i> | ALEX. CERBAN <i>Profesor la Facultatea de Drept, București</i> | IOSEF G. COHEN <i>Avocat</i> | GR. CONDURATU <i>Fost Consilier la C. de Apel de București, Avocat</i> | N. JAC CONSTANTINESCU <i>Președinte la Curtea de Apel din București</i> |
| RÉNÉ DEMOGUE <i>Profesor la Facultatea de Drept din Paris</i> | V. DONGOROZ <i>Confer. la Facult. de Drept din Buc. Avocat</i> | CONSTANT IONESCU <i>Avocat, al Statului. Doctor și Laurent în Drept Paris</i> | ALFRED JUVARA <i>Profesor Universitar Avocat</i> | Dr. ȘT. LADY <i>Membriu în Consiliul Legislativ</i> |
| C. SIPSOM <i>Profesor la Facultatea de Drept, București</i> | C. STOEANOVICI <i>Dr. în Drept din Paris Avocat</i> | GR. TRANCU-IAȘI <i>Fost Ministru al Muncii Avocat</i> | P. VASILESCU <i>Profesor Universitar Avocat</i> | AL. VELESCU <i>Dr. în drept din Buc. Avocat</i> |
| | | | | I. GR. PERIETEANU <i>Avocat</i> |
| | | | | ALBERT WAHL <i>Profesor la Facu toate de Drept din Paris</i> |

Secretar de redacție: E. C. DECUSARĂ, Dr. în Drept din Paris. Directorul Statisticii Judiciare.

Membrii corespondenți pentru Paris: EDOUARD LEVY și SILVIU KRAINIC, D-ri în Drept, Avocați, Paris.

Membriu corespondent pentru Polonia: EMIL ST. RAPPAPORT, Președinte la Curtea de Casație din Varșovia.

| | |
|------------------------------------|----------|
| ABONAMENTUL | |
| Un an p. B-ci, Case com., Autorit. | 1400 lei |
| „ Avocați | 1000 „ |
| „ Magistrați | 800 „ |
| 6 luni prețul de sus pe jumătate | |

| |
|--|
| APARE ODATĂ PE SĂPTĂMÂNĂ |
| In lunile Iulie și August |
| Apare odată la două săptămâni |
| Abonamentele se plătesc totdeauna înainte |

Redacția și Administrația
București Strada Artei No. 5
Lângă Palatul Justiției
TELEFON 13/29

S U M A R

— La loi sur le Concordat Préventif par Me. Iosif G. Cohen;

— Reflexiuni pe marginea legii asupra Concordatului preventiv (urmare), de Dr. Stelian Ionescu, judecător Trib. Ilfov;

JURISPRUDENȚE:

— Curtea de Casație s. I: *Const. Beca cu Maria Iliescu și alții*, (Indiviziune între nudul proprietar și uzufructul unui imobil. Nu există în drept. Nu se poate cere partajarea acestor drepturi), cu o *Notă* de Prof. Al. Cerban;

— Curtea de Apel Galați s. II: *Soc. an. Frăția din Focșani și M. D. Vitănescu cu Ministerul Domeniilor și Casa Pădurilor*, (Păduri, Exploatare. Amenajament. Ordinul Administrației Casei Pădurilor de a se opri pe cale administrativă exploatarea. Necompetință. Acțiune în contencios. Anularea ordinului), cu o *Notă* de avocatul I. D. Neagu-Negrilești.

A apărut: CODUL ADMINISTRATIV adnotat de d.l. Paul Negulescu, Profesor de drept public la Universitatea din București, Romul Boilă, profesor la Universitatea din Cluj și Gh. Alexianu, Profesor la Universitatea din Cernăuți cuprinzând: Legea pentru organizarea ministerelor; Legea pentru organizarea administrației locale; Legea pentru organizarea jandarmeriei rurale; Legea pentru organizarea poliției generale a Statului; Legea asupra contabilității publice; Legea pentru organizarea Inaltei Curți de Conturi; Legea pentru organizarea administrației municipiului București; Regulamentul de aplicarea legii de organizare a administrației locale; *Prețul 500 lei*:
In depozit la „Curierul Judiciar”.

A apărut: LEGILE FISCALE DIN DEC. 1929 (Bibl. Legilor Uzuale Adnotate No. 59).

La loi sur le Concordat Préventif

par

Me. Iosif G. Cohen,

Avocat, Conseiller au Conseil législatif., Membre au Comité de Redaction du „Curierul Judiciar”

Une autre loi que Monsieur le Ministre Junian a jugé nécessaire d'unifier immédiatement, tant dans l'intérêt général du crédit commercial du pays, que pour une équitable et juste application à tous les habitants de la Grande Roumanie, c'est la *Loi sur le Concordat préventif*.

Le code de commerce applicable dans l'ancien royaume comprend des dispositions relatives au concordat, mais seulement après la déclaration en état de faillite du commerçant. Pour le commerçant qui n'était pas en état de faillite mais qui se trouvait dans une gêne momentanée pour le paiement de ses obligations commerciales, il y avait l'institution du „moratorium“, prévue dans les dispositions des articles 834—844 code de commerce roumain. Le moratorium était un ajournement des paiements accordé dans certaines conditions au commerçant dont l'actif était supérieur au montant du passif, ajournement qui en aucun cas ne pouvait dépasser un premier délai de six mois, pendant lequel le commerçant devait payer une grande partie du passif et encore un second délai de six mois, pendant lequel le passif entier devait être acquitté. Si après l'expiration du second

délai le passif n'était pas éteint, le commerçant devait être mis en faillite.

En Bucovine il y avait l'institution du concordat préventif introduit par la loi autrichienne du 10 décembre 1914. En Transsylvanie existait aussi l'institution du Concordat préventif, en vertu de la loi hongroise de 1916. De sorte que, dans leurs rapports soit avec les créanciers de l'étranger, soit avec ceux du pays, les habitants d'un même pays avaient à subir l'application de législations différentes, ce qui faisait naître de nombreux conflits de lois.

D'autre part, le concordat préventif de la Bucovine lésait excessivement les droits des créanciers, la cote minimale étant trop petite, tandis que celui de la Transsylvanie avait été appliqué d'une manière tellement désastreuse, qu'il a fallu le supprimer par le Journal du Conseil des ministres du 12 Mars 1925.

Le moratorium du code de commerce de l'ancien royaume n'avait non plus donné les résultats espérés par les créanciers, car le commerçant qui avait obtenu le moratorium n'ayant plus assez de crédit, se voyait amené à une liquidation forcée de ses biens pour acquitter les dettes et diminuait ainsi la valeur de son actif qui constitue des garanties des créanciers en aboutissant souvent à la faillite. Et lorsque le débiteur de bonne foi avait son actif placé dans des immeubles, il ne pouvait pas le réaliser dans le court délai d'un an accordé par le législateur, de sorte que malgré sa bonne foi et tout en possédant un actif supérieur au passif, au bout d'un an le Tribunal devait le déclarer en faillite. C'est ainsi que les commerçants honnêtes qui ne voulaient pas s'entendre avec une partie des créanciers au détriment des autres et qui ne voulaient pas vendre leur actif pour rien, se voyaient mis en faillite et involontairement ils causaient des dommages aux créanciers par la liquidation faillimentaire.

L'exemple des autres pays, notamment de l'Angleterre où l'on permet au débiteur en difficulté, ayant obtenu le vote des créanciers avec une majorité de 3/4 de la valeur des créances présentées, de rendre obligatoire aux créanciers minoritaires un accord de réduction des dettes allant jusqu'à 70%, conformément à la loi de 1913; de l'Italie qui par la loi de 1893 a abrogé l'institution du moratorium, en le remplaçant par le concordat préventif maintenu dans l'avant-projet du nouveau code de commerce italien de 1925; l'exemple donné par les lois de la Suède et de la Norvège de 1921, de la Tchéco-Slovaquie de 1923, de l'Allemagne, la Hongrie et le Danemark de 1927, uni aux circonstances spéciales indiquées plus haut, ont déterminé Monsieur le Ministre de la Justice de procéder à

la légifération du concordat préventif, avant le vote du code de commerce en son entier.

Pour assurer le crédit du commerçant à l'étranger, la nouvelle loi a supprimé le moratorium qui était favorable au débiteur malhonnête et pour protéger le commerçant honnête, la loi lui a accordé le bénéfice du concordat préventif, en lui évitant le déshonneur de la faillite, alors que des circonstances spéciales lui ont fait perdre une partie importante de son actif et lorsqu'il a pu obtenir le vote favorable des créanciers représentant les 3/4 des créances.

Il est incontestable que dans cette mesure du concordat préventif, le législateur s'est trouvé dans une grave impasse. Il fallait mettre en balance les intérêts des créanciers et la situation du débiteur. On a préféré aboutir à une situation réelle, même si au début l'application de la loi devait faire naître certaines difficultés, que l'expérience va marquer et qui pourront aisément être écartées par le nouveau code de commerce, en utilisant les résultats obtenus.

Les principes dominants de la loi ont pour but:

1. D'éviter la faillite du commerçant honnête, qui par suite de circonstances malheureuses a perdu une partie appréciable de son actif.
2. Le respect des droits et de la volonté des créanciers.
3. L'organisation facile et rapide des formalités de procédure pour la vérification des créances.
4. La garantie effective de paiement d'une cote minime fixé par le législateur.
5. Le contrôle par le Tribunal et les créanciers des opérations du commerçant qui a obtenu le concordat.
6. L'égalité entre les créanciers.
7. La réduction provisoire et temporaire du restant de la créance.

* * *

1. *Eviter la faillite du commerçant honnête.*

L'expérience du moratorium dans l'ancien royaume, ainsi qu'en Italie, avait démontré que la majorité des commerçants qui avaient obtenu le moratorium finissaient par la faillite ou sinon, les créanciers consentaient une réduction importante de leurs créances et on établissait l'inégalité entre eux, selon la volonté du débiteur ou la nature des circonstances.

Le commerçant honnête qui, soit à cause de la guerre, soit à cause des événements extraordinaires et imprévus qui l'avaient suivie, soit à cause de malchance dans ses affaires avait perdu une partie importante de son actif; le commerçant honnête qui, comme une mesure de prévoyance estimée brillante à un moment donnée, avait placé les béné-

fices résultant de son commerce dans des immeubles, ou qui par suite de la disproportion entre la dévalorisation de notre monnaie et la valeur des marchandises achetées en une valeur forte, dont le prix était dû, se trouvait avec un déficit résultant de ces opérations, — ne pouvait pas être regardé avec indifférence par les créanciers et surtout par le législateur.

Pour obtenir en premier lieu le respect des droits des créanciers et la réalisation de ces droits, le législateur devait se préoccuper d'éviter la faillite de ce commerçant, car la faillite, avec ses résultats dans tous les pays, bien que considérée comme une nécessité, représente une institution juridique virtuellement contraire aux intérêts des créanciers.

Le législateur a prévu que seul le débiteur qui exerce le commerce depuis trois ans au moins et qui est inscrit au registre du commerce peut demander le bénéfice du concordat préventif. La demande devra être adressée au Tribunal compétent pour déclarer la faillite. Avec la demande le commerçant présentera un mémoire exposant les causes qui l'ont déterminé à demander le concordat, les registres obligatoires régulièrement tenus, une liste nominative de tous les créanciers avec l'indication du domicile et du montant de la créance. Le mémoire sera toujours une base des recherches sur la véracité des affirmations du débiteur, recherches que fera le juge-délégué par tous les moyens d'investigation possibles en pareille matière. Si par ces recherches on constatera que le commerçant ne mérite pas le bénéfice de la loi, que son actif peut couvrir le passif, que les garanties proposées ne sont pas suffisantes le Tribunal peut déclarer le commerçant en faillite ou refuser l'admission de principe de la demande de concordat.

Toutes ces conditions prouvent que le concordat ne sera jamais un instrument entre les mains des commerçants de mauvaise foi, pour réaliser par ce moyen une réduction de leurs dettes au détriment des créanciers. Au contraire, les créanciers pourront faire des recherches sur la situation de leur débiteur et exiger l'application des sanctions sévères, notamment la faillite ou l'emprisonnement même, dans le cas où la demande de concordat préventif ne serait pas sincère et réelle. Et de son côté, le Tribunal pourra refuser d'homologuer le concordat, même si le vote des 3/4 des créances a été obtenu.

Comme il a été montré, le Président du Tribunal nommera un juge-délégué qui, secondé au cas de besoin par un expert, aura à établir, jusqu'à la réunion des créanciers, la situation réelle du débiteur en examinant l'actif et le passif, la valeur

des garanties offertes et tous les autres éléments pouvant le guider dans sa tâche.

Dans la situation actuelle de crise économique et commerciale que traverse notre pays et les pays en voie de restauration, la majorité des commerçants se trouvent dans une situation difficile. L'institution du concordat préventif est donc nécessaire et presque indispensable pour éviter le désastre de la faillite aux commerçants honnêtes mais malheureux, et pour sauvegarder les intérêts des créanciers

2. *Le respect des droits et de la volonté des créanciers.*

Le législateur s'est préoccupé surtout des intérêts des créanciers. Il a prévu des mesures donnant la possibilité de constater les créances réelles, car le plus grand danger dans la matière était l'intervention de créanciers fictifs, en vue d'atteindre la majorité légale.

Dans ce but, on a exclu du vote toutes les créances appartenant à l'époux du débiteur, à ses ascendants, descendants, frères, oncles, neveux et alliés au même degré, ainsi que ceux qui sont devenus les cessionnaires des droits appartenant à ces personnes dans la période de 6 mois précédant la demande de concordat. On exclut de même du vote les personnes qui sont devenus créanciers après l'admission de principe et leurs créances ne seront pas comprises dans le calcul du passif.

Pour établir et préciser les opérations et l'actif jusqu'au moment de la demande du concordat, le juge-délégué apposera le visa sur tous les registres du commerçant, en y faisant mention de l'arrêté du Tribunal, fera un inventaire et un rapport minutieux qu'il déposera au Greffe du Tribunal pour être à la disposition de tous les créanciers.

La procédure du concordat une fois ouverte, le commerçant continue son commerce, mais sous la surveillance du juge-délégué qui peut s'opposer à tout acte d'administration du commerçant; quant aux actes de disposition qui n'entrent pas dans l'exercice normal de son commerce, ils sont défendus par la loi; de même, à partir de l'admission de principe du concordat le commerçant ne peut plus constituer des hypothèques, des emprunts sur gage, des cautionnements. Tous ces actes sont nuls à l'égard de la masse des créanciers.

Toutes ces dispositions ont été prévues pour mettre les créanciers à l'abri, sans empêcher la continuation du commerce.

3) *L'organisation facile et rapide des formalités de procédure pour la vérification des créances.*

Pour établir la véracité des créances et écarter les créances fictives qui pourraient donner lieu à

des votes ne correspondant pas à la réalité, le juge délégué procédera à une vérification des créances, mais seulement pour établir la validité du vote, et non pas avec un caractère définitif.

Dans ce but, le juge-délégué doit convoquer les créanciers par une lettre recommandée qui pour les créanciers résidant à l'étranger sera rédigée en français et qui exposera en résumé la situation du commerçant.

Afin que les créanciers de l'étranger n'aient aucune difficulté à cette vérification, ils peuvent y être représentés même par une procuration sous seing privé, pouvant même donner mandat valable par une mention faite sur la lettre de convocation qui lui a été envoyée par le juge-délégué. Si des créanciers ont été omis, ils peuvent demander à être inscrits, en prouvant leur créance.

A l'assemblée des créanciers le juge-délégué lit le rapport. Les créanciers peuvent faire des observations, contester les créances qui leur paraissent ne pas être sincères. Le commerçant peut donner des explications.

Les créanciers qui ont leurs créances garanties par gage, privilège ou hypothèque ne peuvent pas participer aux délibérations, car le concordat n'ayant aucun effet sur ces créances, elles ne donnent droit au vote que si on renonce aux sûretés.

Pendant les débats, les créanciers peuvent poser de nouvelles conditions au débiteur ou bien celui-ci peut améliorer sa proposition. Les discussions une fois terminées et les vérifications effectuées, le juge-délégué dresse un procès-verbal et le remet au Tribunal.

Les décisions de cette assemblée ne sont valables que si elles réunissent le vote des créanciers représentant les $\frac{3}{4}$ des créances chirographaires. Ainsi tout dépend de la volonté des créanciers: ils peuvent refuser le vote sans motif, et en tout cas le concordat ne peut être admis s'il ne réunit pas cette majorité.

Les créanciers qui s'opposent au concordat voté par la majorité peuvent formuler leur opposition par écrit devant le juge-délégué, ou la déposer dans un délai de 10 jours, pour être examinée par le Tribunal qui peut refuser l'homologation du concordat malgré le vote de la majorité, s'il trouve l'opposition fondée.

4) *La garantie effective de paiement d'une cote minimale fixée par le législateur.*

Les créanciers peuvent consentir une réduction de leur créance, en fixant la cote obligatoire pour tous, bien entendu en tenant compte de la valeur de l'actif qui peut être réalisé et du délai dans lequel il pourra être réalisé. Si dans un actif concordataire se trouvent beaucoup d'immeubles, une

vente précipitée diminuerait leur valeur; de même s'il s'agit de marchandises qui ne peuvent être liquidées avantageusement, sans être continuellement assorties.

C'est pourquoi les créanciers sont libres, par le vote des $\frac{3}{4}$ de la totalité des créances admises, de consentir une réduction pouvant aller jusqu'à 50%, sans pouvoir consentir une réduction audessous de ce minimum de 50%. Ils peuvent aussi apprécier le délai pendant lequel l'actif peut être réalisé sans trop de sacrifices, mais ce délai ne peut dépasser trois ans.

Si le débiteur offre une cote de 80% ou plus, le législateur a fait une exception dans le sens que le vote des $\frac{2}{3}$ des créances suffira.

La cote qui sera admise par les créanciers devra être payée en proportions égales à tous les créanciers, sans que les uns parmi eux puissent être avantagés, non seulement quant au taux de la cote, mais aussi quant à l'époque du paiement. A cet effet, le débiteur sera obligé d'établir dans le rapport mensuel ou trimestriel le résultat des sommes obtenues, et elles seront distribuées aux créanciers au prorata de leurs créances.

Il fallait assurer le paiement des créances ainsi réduites. Dans ce but, la loi a prévu que le débiteur devra donner des garanties suffisantes, soit dans ses biens mobiliers ou immobiliers, soit par l'intervention d'un tiers agréé par les créanciers. Le Tribunal reste souverain de ne pas admettre les garanties offertes, même étant acceptées par les créanciers, s'il ne les trouve pas suffisantes. On aboutit ainsi toujours à la réalisation d'une bonne partie des créances, ce qui n'arrive presque jamais dans les faillites, où l'on attribue en outre 20% de l'actif net à l'Etat.

5) *Le contrôle, par le Tribunal et les créanciers, des opérations du commerçant qui a obtenu le concordat.*

Comme il a été dit, le procès-verbal de vérification, comprenant aussi les délibérations et le vote des créanciers, est remis au Tribunal qui, s'il y a des appels en contestation de créances doit les juger dans un court délai et procéder ensuite à l'homologation du concordat.

Le Tribunal a les plus larges droits d'appréciation. Il peut ne pas tenir compte du vote de la majorité des créanciers, s'il trouve que les droits de la minorité sont lésés; mais il n'est pas en droit de procéder à l'homologation, sans que toutes les conditions de la loi soient accomplies. Si le Tribunal trouve ces conditions réalisées, il homologue le concordat; autrement il peut procéder à la déclaration en faillite du commerçant, s'il y a lieu.

Les créanciers peuvent faire appel contre la

sentence d'homologation, le commerçant contre celle de déclaration en faillite.

Après l'homologation du concordat qui est obligatoire à l'égard de tous les créanciers, le commerçant ne peut pas, avant d'avoir payé la cote concordataire, engager sa fortune, hypothéquer ou aliéner ses immeubles et en général disposer de ses biens autrement que l'exige la nature de son commerce.

Pour le respect de ces obligations, ainsi que pour le respect de toutes les obligations établies par le concordat, les créanciers gardent le plus large droit de contrôle. Ils pourront demander l'annulation du concordat et la mise en faillite du commerçant, lorsqu'il sera constaté qu'il a exagéré le passif ou a dissimulé une partie de l'actif; de même s'il n'a pas exécuté intégralement les obligations concordataires, ou les fidéjusseurs n'ont pas acquitté la cote ou les garanties n'ont pas été réalisées. Dans le cas d'annulation du concordat, les créanciers vérifieront à la masse de la faillite leur créance intégrale, déduction faite des sommes reçues, mais en gardant en leur faveur toutes les garanties données soit par le débiteur lui-même, soit par des tiers.

Le commerçant reste donc jusqu'au paiement de la cote concordataire sous le contrôle du Tribunal et des créanciers, qui peuvent toujours prendre contre lui les mesures indiquées ci-haut et exercer leur droit de surveillance sans aucune restriction.

6) *L'Égalité entre les créanciers.*

Pour assurer cette égalité, le législateur a prévu deux mesures. Il a considéré comme nulle toute promesse faite par le débiteur à l'un des créanciers, au-delà des stipulations du concordat. Et il a sanctionné d'une amende jusqu'à 100.000 lei et de la peine de prison jusqu'à deux ans le fait par le commerçant d'avoir omis dolosivement un de ses créanciers, d'avoir favorisé une partie de ses créanciers, d'avoir commis un acte frauduleux en vue d'éviter la faillite.

Pour rendre ces sanctions plus efficaces, le législateur les applique également à tous ceux qui ont aidé le commerçant dans la réalisation des délits énumérés.

7) *La réduction du restant de la créance est provisoire et temporaire.*

Le concordat ne doit pas être un moyen d'enrichissement pour le commerçant. Il ne lui est pas permis de se servir de la réduction accordée pour se créer un capital à l'avenir.

Par conséquent, le commerçant qui a obtenu le

concordat, bien qu'en principe il paraît bénéficier d'une réduction de créance, reste débiteur pour la différence envers ses créanciers concordataires.

Cette différence n'est due par le débiteur que si son actif dépasse de 20% son passif. Mais comme le commerce ne peut pas s'exercer dans une perpétuelle incertitude, le législateur a établi que le reste de ces créances doit être demandé par les créanciers dans un délai de cinq ans à partir du dernier terme de paiement de la cote concordataire. Une fois ces cinq ans échus, la dette est définitivement éteinte si les créanciers ne l'ont pas réclamée en justice ou si dans ce laps de temps l'actif du débiteur n'avait pas dépassé de 20% son passif.

Ce droit étant accordé aux créanciers, on voit que la réduction de leur créance est provisoire. Mais de même que toute créance doit avoir sa réalisation, tout passif doit aussi avoir un délai de prescription.

Les créanciers auront naturellement à leur disposition tous les moyens d'investigation et de preuve permis par le code de commerce pour prouver la réalité de l'actif du débiteur.

* * *

Avant de terminer il est utile de clarifier un point très délicat, qui peut donner lieu à des confusions.

Nous avons vu que la loi parle de l'admission de principe du concordat et de l'homologation du concordat. Ce sont deux phases différentes, représentées par ces deux notions complètement distinctes.

En effet, l'admission de principe ne signifie pas que le concordat a été accordé. Le commerçant qui réunit les conditions de la loi soumet au Tribunal sa demande. Cette demande ne peut être examinée au fonds par le Tribunal, avant que les expertises nécessaires et le rapport du juge-délégué aient été faits et tous les créanciers convoqués pour donner leur avis; toutefois, le Tribunal doit procéder à certaines recherches pour établir :

1) si le commerçant mérite de bénéficier du concordat, c'est à dire s'il a perdu une partie importante de son actif par des circonstances qui ne lui sont pas imputables;

2) s'il exerce le commerce depuis une époque déterminée;

3) s'il présente des garanties sérieuses pour le paiement des créanciers;

4) s'il a des registres régulièrement tenus.

Seulement après avoir examiné ces conditions et en lignes générales toute la situation du commerçant, si le Tribunal apprécie qu'en obtenant ensuite le vote des créanciers elles pourraient conduire à l'homologation du concordat, il le déclare

admissible en principe. Cela ne veut pas dire, par conséquent, que le concordat a été accordé, mais seulement que le commerçant, vu les conditions présentées par lui et examinées par le Tribunal, pourrait bénéficier du concordat, si le vote des créanciers était obtenu.

C'est pourquoi le Tribunal peut admettre en principe le concordat et commencer les formalités de convocation des créanciers, cette admission étant en réalité un droit accordé au commerçant par la loi, de convoquer les créanciers pour discuter devant le Tribunal les conditions du concordat. La meilleure preuve que cette admission de principe n'est en rien dangereuse c'est que des cinquante concordats admis en principe dans ce dernier temps et qui ont été définitivement résolus par le Tribunal, 12 seulement ont été homologués et les autres rejetés ou même retirés par le commerçant, parceque les conditions de la loi n'avaient pas été réunies.

On voit donc que l'admission de principe est une sorte de préparation, sous le contrôle du Tribunal, des recherches sur la situation du débiteur qui demande le concordat, — préparation qui doit être terminée à la date de la convocation des créanciers ou, comme on l'a montré plus haut, l'admission de principe donne le droit de convoquer les créanciers pour discuter devant le Tribunal les conditions du concordat.

Nous croyons avoir bien précisé la notion „d'admission de principe“, en la différenciant de la notion „d'homologation du concordat“. Si les commerçants sont de mauvaise foi et veulent soit vendre ou liquider dans des conditions désavantageuses une partie de leur actif, soit le dissimuler, il est incontestable qu'ils peuvent le faire avec beaucoup plus de facilité avant l'admission de principe du concordat. Après cette admission les commerçants se trouvent sous le contrôle de la justice et des créanciers qui ont même le droit de nommer dans leur sein une commission pour surveiller toutes les opérations du commerçant, depuis la date de l'admission de principe, jusqu'à l'homologation définitive. Cette commission peut être permanente et a le droit de saisir avec ses rapports le Tribunal qui est obligé de donner une solution.

Il s'ensuit qu'à partir de cette admission de principe et jusqu'à l'homologation, quoique le commerçant ne puisse plus être poursuivi par ses créanciers, ni être mis en faillite, l'avoir des créanciers est de beaucoup mieux garanti, puisque l'actif du commerçant se trouve saisi par la justice, comme une conséquence de cette admission, ne pouvant plus être ni dissimulé, ni aliéné, et la contrevaieur des ventes normalement effectuées doit

être déposée à la Caisse des Dépôts et Consignations au non du juge-délégué.

Cette phase est donc la plus intéressante du concordat, car elle conserve l'actif entier du commerçant en faveur des créanciers, met sous le contrôle du Tribunal toutes les opérations du commerçant et laisse aux créanciers la faculté de nommer leurs délégués pour compléter ce contrôle.

Si on avait permis des exécutions partielles ou la continuation des procès en déclaration de faillite intentés contre le commerçant, la notion même du concordat aurait été annihilée, car on n'aurait pas eu la possibilité d'assurer l'égalité entre les créanciers par la saisie de l'actif en faveur de tous les créanciers, et non seulement des plus diligents parmi eux, ou qui par hasard ont connu plus tôt la situation du commerçant concordataire.

Comme il a été montré, pendant tout l'intervalle jusqu'à l'homologation, les créanciers ont le plus large droit de contrôle; ils peuvent faire des investigations et sont une sorte d'auxiliaires du Tribunal; ils ont à leur disposition le rapport du juge délégué et peuvent présenter, à l'assemblée des créanciers, toutes les observations basées sur ce qu'ils ont trouvé et constaté.

Il est certain que si les créanciers restent indifférents pendant toute cette période, s'ils ne se soucient pas de leur bien en exerçant un contrôle sérieux sur le commerçant, toutes les mesures prévues par la loi en leur faveur pourraient être subtilisées par un débiteur de mauvaise foi.

L'admission définitive du concordat dépend, elle aussi, de la volonté et de la décision des créanciers, car ils peuvent poser toutes conditions à l'occasion du vote et exiger n'importe quel taux d'intérêts pour les sommes dues. Ils ont à examiner la situation de l'actif et les possibilités de liquidation, pour fixer souverainement le délai pendant lequel le paiement devra être fait, délai qui peut varier entre un mois et trois ans; ils sont libres de décider les époques des divers versements et toutes les autres conditions du concordat, car le Tribunal ne peut y passer outre.

Il résulte incontestablement de cet exposé que l'institution du concordat a été créée en premier lieu pour assurer l'avoir des créanciers par les garanties sérieuses prises à l'occasion de l'admission de principe et par toutes les mesures de contrôle établies par la loi; que les créanciers sont libres de décider, par le vote des 3/4 d'entre eux, du sort de leur débiteur et qu'ils pourront éviter le désastre de la faillite de leur débiteur, celle-ci aboutissant dans la plupart des cas à une cote de 10%. Par le concordat on donne aux créanciers la possibilité d'un arrangement avec leur débiteur.

sous le contrôle du Tribunal et en établissant l'égalité entre eux, et on leur garantie une cote minime de 50% au-dessous de laquelle on ne peut pas aller.

* * *

Animé par ces principes, Monsieur le Ministre de la Justice Gr. Junian a jugé que dans la situation actuelle du commerce du pays la loi du concordat préventif constitue une des matières du code de commerce dont l'unification s'impose en premier lieu, pour donner une garantie efficace aux transactions de tous les habitants de la Grande Roumanie, pour affermir le crédit des commerçants à l'étranger, pour sauver les intérêts des créanciers, et les commerçants honnêtes mais victimes des circonstances exceptionnelles.

Dans la vie d'une loi, ce ne sont pas seulement ses dispositions qui constituent le fondement devant conduire aux rapports entre les individus, mais d'abord et surtout l'application de la loi. Cette application ayant été confiée à des juges spécialement créés par la nouvelle loi, on devra examiner le mode dans lequel ils exercent leurs fonctions, car leur champ d'activité est immense.

Mais la valeur de cette loi réside surtout dans le fait que l'admission du concordat dépend par dessus tout de la volonté des créanciers.

Tels sont les principes de la loi et ainsi comprise elle constitue un progrès important dans notre évolution législative, dont les fruits et les effets seront relevés avec le temps et l'expérience de notre vie commerciale, d'autant plus qu'elle nous vient à un moment où l'existence même de notre commerce était menacée par les résultats désastreux du moratorium et par les faillites, également préjudiciables aux créanciers et aux débiteurs.

REFLEXIUNI

PE MARGINEA

LEGI ASUPRA CONCORDATULUI PREVENTIV

(Urmare *)

V. — Propuneri de reformă

Vom urma, în această privință, aceeași metodă ca și în lucrarea noastră: *Legea asupra concordatului preventiv*, comentată și adnotată, p. 29 și urm., adică vom distinge cele trei faze caracteristice procedurii concordatului preventiv, și anume: 1) *faza de admitere în principiu*, care durează de la data introducerii cererii de concordat până la pronunțarea hotărârii de admitere în principiu sau de respingere; 2) *faza*

de realizare a concordatului, care durează de la data acestei hotărâri și până la omologare; și 3) *faza de executarea concordatului încuviințat*, care durează de la omologare și până la expirarea concordatului sau executarea integrală a obligațiilor concordatate.

Fără îndoială, în propunerile ce ne vom permite a face, deduse din observațiunile făcute cu ocazia aplicării acestei legi, vom ține în special seamă de cele două inconveniente de ordin general cari formează motivul principal al criticilor aduse împotriva legii de la 10 Iulie 1929: ilegitimitatea majorității ofertelor de concordat și interesul economiei generale.

A. — Faza de admitere în principiu

Ceia ce caracterizează această primă fază sunt în special următoarele trei evenimente importante:

a) De îndată ce s'a introdus cererea de concordat și fără nici o altă formalitate, se produc de drept efectele speciale prevăzute de art. 14 și anume: „nici un creditor pentru o cauză sau un titlu anterior încheierii tribunalului nu poate înființa sau continua sechestrul, face execuție silită, dobândi orice drept de preferință asupra bunurilor mobile ale debitorului sau înscrie ipotecă”, etc.

b) Potrivit art. 40, orice cerere de declarare în stare de faliment pendinte în cursul procedurii de concordat, prin urmare chiar de la data introducerii cererii de concordat, este *ipso jure* suspendată până la data când tribunalul e chemat să se pronunțe asupra omologării; — și

c) În instanța de admitere în principiu „dacă tribunalul socotește cererea admisibilă în principiu, ordonă, printr'o încheiere dată fără drept de apel, convocarea creditorilor...etc.”.

Or, în ce privește aceste trei chestiuni avem următoarele observațiuni de făcut:

1. — Suspendarea urmărilor individuale, în sensul art. 14, prin simplul fapt al voinței unilaterale a debitorului de a introduce o cerere de concordat preventiv, este o măsură extrem de gravă, de natură să periclitizeze în mod considerabil interesele creditorilor. Căci, în adevăr, *indiferent* dacă cererea este întemeiată sau nu, dispozițiunea art. 14 operează *ipso jure* și poate deveni, după cum de altfel s'a și întâmplat, (v. importantul număr de cereri retrase, cu taxele sau cotele neplătite, și cele urmate de declarare în stare de faliment în cari totuși efectele suspendării de drept s'au produs), o armă foarte periculoasă în mâna unui debitor de rea credință care voește să câștige un dublu timp: să scape de urmări și să volatilizeze poate elementele cele mai importante ale patrimoniului său.

De aceea socotim că era cu mult mai fericită dispozițiunea din textul legii votat la Senat în virtutea căreia efectele suspensive se produceau „de la data

*) Vezi „Curierul Judiciar” No. 3 din 19 Ianuarie 1930.

admiterii în principiu" (v. Mon. Oficial, 1929, desb. Senat, No. 66, p. 2281). De la această dată este cel puțin o garanție serioasă că, admisă în principiu, cererea de concordat nu mai are un caracter temerar sau șicanatoriu.

De altfel este de remarcat că inovațiunea de la Cameră este criticabilă și dintr'un alt punct de vedere: înlocuindu-se doar cuvintele „de la data admiterii în principiu” prin nefericita expresiune „de la data introducerii cererii de concordat”, s'a omis a se pune în concordanță această modificare cu celelalte dispozițiuni corespunctive din textul legii. Astfel suspensiunea și sancțiunile prevăzute de art. 14 își produc efecte de la data introducerii cererii de concordat și totuși, conform art. 9, publicitatea, aducerea la cunoștința terților a cererii de concordat, se face de-abia după admiterea în principiu.

Prin urmare, în spațiul de timp de la data cererii și până la data admiterii în principiu, situațiunea terților este din cele mai precare: fără existența unei publicități, oricât de sumare, operează totuși față de ei nulități ca aceea a inopozibilității inscripțiunilor ipotecare sau a dobândirii unui drept de preferință față de masa concordatară — *quid juris* în caz de respingerea cererii și declararea comerciantului în stare de faliment? — pe cari s'au bazat totuși când au acordat creditul lor. Iar pe de altă parte redacțiunea art. 14 mai creează încă o altă situațiune inextricabilă: potrivit acestui text de la data introducerii cererii de concordat nu se poate face nici un sechestru, executare silită, etc. pentru o cauză sau un titlu „anterior încheerii tribunalului”; prin urmare, în ipoteza unor operațiuni juridice încheiate în perioada de la data introducerii până la admiterea în principiu, nu se poate lua inscripție ipotecară sau dobândi un drept de preferință și totuși, conform art. 42, concordatul este obligator numai pentru toți creditorii „anteriori” cererii de concordat! Iată deci un creditor care nu este concordatar și care suferă, cu toate acestea, efectele dispozițiunii art. 14 din legea asupra concordatului preventiv!

Este desigur o lipsă de tehnică legislativă a legiuitorului care, modificând un text, nu-l pune în armonie și cu celelalte dispozițiuni din lege. În concluziune redacțiunea art. 14 era deci cu mult mai fericită astfel cum a fost votată la Senat de cât cum a fost modificată la Cameră.

2. — Deasemenea, în ce privește suspendarea de drept prevăzută de art. 40 a tuturor acțiunilor de faliment pendinte la data introducerii cererii de concordat precum și în cursul acestei proceduri, avem de făcut aceleași observațiuni că și la punctul de mai sus.

Noi propunem, după cum am propus și cu ocazia elaborării acestei legi, ca întotdeauna instanța de faliment să aibă căderea de a cerceta dacă nu există vre-un impediment legal ca cerere de concordat să

fie admisă, de ex. vre-unul din impedimentele de pur drept prevăzute de art. 3 no. 2 și 3 din legea concordatului preventiv, pentru ca în modul acesta cererile de concordat să nu devină un simplul mijloc de șicană a acțiunilor falimentare, destul de grave prin natura lor, pentru ca, între timp, comerciantul chemat în declarație să-și înstrăineze părți sau poate chiar întreg patrimoniul său.

Conform propunerii noastre comerciantul care solicită suspendarea acțiunii de faliment pe baza unei cereri de concordat introduse să fie obligat a prezenta și actele necesare că nu intră în vre-una din dispozițiunile art. 3, No. 2 și 3, de ex. că nu a fost condamnat pentru bancrută frauduloasă, etc., situațiuni în cari inutil se mai prezintă la concordat. Iar teama că instanța de faliment impietează asupra instanței de concordat asupra acestor condițiuni și că s'ar putea produce contradicțiuni de lucru judecat este o condițiune insuficientă, fiindcă, pe deo parte, în fapt, acelaș tribunal comercial care judecă falimentul, judecă și concordatul, iar pe de altă parte, autoritatea lucrului judecat anterior în instanța de faliment se poate foarte bine opune, bine înțeles în ipoteza că debitorul nu a fost declarat în stare de faliment, în instanța de concordat, afară de cazul când s'ar produce elemente noi cari ar schimba situațiunea.

Apoi, în afară de acestea, este de principiu constant că, în ce privește materia propriu zisă a falimentului — nu a raporturilor juridice incluse în administrațiunea falimentului — ca și în aceea a concordatului, autoritatea lucrului judecat are un sens foarte relativ; primează *sfarea de fapt și condițiunile morale* în cari se prezintă patrimoniul comerciantului debitor.

În legătură însă cu această chestiune, și după experiența făcută, credem că ar fi mai util pentru *moralitatea* instituțiunii ca art. 40 să-și producă efectele suspensive numai după admiterea în principiu, singurul moment de când cererea de concordat, verificată de justiție, poate fi considerată în adevăr serioasă. Sau, urmând exemplul legii germane din 5 Iulie 1927, propunem ca efectele suspensive atât ale art. 14, cât și ale art. 40, să poată fi produse de la data cererii de concordat numai în ipoteza când comerciantul prezintă președintelui tribunalului, odată cu cererea de concordat, declarațiunea scrisă a majorității absolute de sumă a creditorilor (jumătate plus 1 din valoarea totală a pasivului chirografar, astfel cum rezultă din lista creditorilor riguros prezentată; v. § 16 nr. 4 din legea germană cere o astfel de majoritate atât de sumă cât și în număr de creditori; ceiace ni se pare excesiv), — că aceștia consimt la deschiderea procedurii de concordat.

În această situațiune sunt motive temeinice a crede că cererea e atât serioasă cât și verosimilă, și deci dispozițiunile art. 14 și 40 pot deveni operante chiar de la data introducerii acelei cereri.

S'a susținut (v. A. Ramella, *Il concordato nella legge germanica*, în *Il diritto fallimentare*, 1928, p. 227) că o atare condițiune ar crea dificultăți mari comercianților fiindcă fiecare creditor, animat de dorința de a-și salva creanța sa, va subordona consimțământul său la deschiderea procedurii de concordat unei satisfaceri favorabile a drepturilor sale.

Dar această temere nu este complet justificată de oare ce acelaș argument se poate invoca și în caz de exprimarea votului în adunarea creditorilor, iar pe de altă parte, cu tot caracterul lor quasi platonice, legea prevede penalități severe pentru acei cari constrâng pe debitor la condițiuni mai oneroase, penalități pe care nu mulți le riscă.

Iar în afară de acestea, când comerciantul merită cu drept cuvânt beneficiul concordatului preventiv, în majoritatea cazurilor el va obține un asemenea consimțământ și legea trebuie să trateze *de eo quod plerumque fit*.

3. — În sfârșit, un alt punct important din această primă fază, este însuși rolul tribunalului ca instanță de admitere în principiu.

Se pare, după redacțiunea sumară a art. 7, că rolul tribunalului în această instanță se reduce la o simplă cercetare a condițiilor *formale* în cari se produce cererea de concordat; el va examina numai dacă petiționarul face parte din *categoria* comercianților prevăzuți de art. 1 cari pot solicita concordat; dacă cererea cuprinde elementele prevăzute de art. 2; și dacă nu există vre-un impediment *juridic* la admiterea în principiu a acestei cereri conform art. 3.

Nicăieri nu se spune dacă această instanță are căderea să examineze și *legitimitatea* ofertei de concordat prin raport cu propriile elemente patrimoniale prezentate de debitor odată cu cererea sa; doar art. 7 al. I prevede: dacă tribunalul „socotește cererea admisibilă în principiu...“ Dar din acest simplu „socotește“, coroborat cu mențiunea „admisibilă în principiu“, nu se poate deduce, nici chiar intuitiv, căderea materială a instanței de admitere în principiu de a cerceta însăși *legitimitatea* cererii în întregime sau numai a ofertei de concordat.

Or, față cu abuzurile semnalate supra, pe cari ni le furnizează numai statistica Trib. Ilfov, credem necesar că dispozițiunea art. 7 trebuie neapărat complectată în sensul că instanța de admitere în principiu are și o asemenea competență. Și, în acest mod, tribunalul fiind dator *ope legis* să cerceteze în fapt dacă oferta de concordat este legitimă prin raport cu starea patrimonială a comerciantului, precum și modalitățile de plată ce le oferă (statistica arată că și acestea sunt abuzive: în general pe primul și chiar pe al doilea an se oferă fracțiuni de cote derizorii cari anihilează drepturile creditorilor și nu se știe dacă în ultima fază de executare a concordatului nu se ajunge tot la faliment), credem că va înceta de a se mai produce atâtea cereri de concordat

cu 50 % fără dobândă, pe termen de trei ani, vădit frustratorii.

Legea, foarte înțelept, prevede o cotă minimă sub care cererea de concordat este inadmisibilă, dar în ce privește proporționarea cotei, prin raport cu capacitatea de plată a patrimoniului debitorului, aceasta trebuie să fie nu numai de atributul majorității creditorilor în adunare, — majoritate care se și poate forma cu mijloace mai mult sau mai puțin avuabile, — dar și de resortul tribunalului ca protector al drepturilor minorității și, în virtutea acestui atribut, să verifice chiar în instanța de admitere în principiu *legitimitatea* ofertei de concordat.

Această cădere legitimă a tribunalului, — pe cari unii o refuză chiar instanței de omologare, susținând că în privința cotei votul majorității creditorilor este determinant, opinie pe care o credem însă criticabilă, — va avea de sigur ca efect salutar moralizarea tuturor ofertelor de concordat, fără a mai vorbi că, în ipoteza când art. 14 și 40 ar primi modificările preconizate de noi supra, complectarea în acest sens a art. 7 ar fi de natură să înfrâneze și mai mult abuzurile încercate. Numai cererile într'adevăr serioase și legitime, admise în principiu, vor produce efectele suspensive prevăzute de acele texte, eliminând posibilitatea ca, până la omologare, — timp destul de apreciabil: peste două luni — comercianții de rea credință să obțină adevărate motorii de fapt.

(va urma)

STELIAN IONESCU
Doctor în drept
Judecător de Ședință Trib. Ilfov

INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. I-a
Audiența dela 13 Mai 1929
Pe edincția D lui OSCAR N NICOLESCU, Prim. preș.
Const. Beca cu Maria Iliescu și a.
Decizia No. 1125*)

Indiviziune între nudul proprietar și uzufructuarul unui imobil. Nu există în drept. Nu se poate cere partajarea acestor drepturi. Rațiune. Consecință.

Este cert în drept că nu există indiviziune între uzufructuarul și nudul proprietar al unui imobil, căci fiecare are o proprietate distinctă și separată de cealaltă și deci nu poate fi loc la o acțiune în partaj.

Greverea unui imobil de un drept de uzufruct nu împiedică alienarea în mod valabil a acestui imobil, de oarece art. 561 c. c. declară formal că „vânzarea lucrului supus la uzufruct nu aduce nici o schimbare dreptului uzufructuarului; el continuă a se folosi de uzufructul său, de nu a renunțat la el în mod formal“.

Curtea,

Ascultând citirea raportului făcut în cauză de d. Consilier I. G. Manu, pe d-l av. Zecaru în dezvoltarea motivului, pe d-l av. Iovitz în combateri și pe d. Procuror G. Duca în concluziuni pentru admiterea recursului și

*) Dată după divergență.

Deliberând,
Asupra recursului de față;

Văzând motivul de casare astfel enunțat;

a) „Greșita interpretare și aplicare a dispozițiunii art. 517 și „684 și 728 cod. civil și b) a sentinței No. 558 din 1922 a Tribunalului Ilfov s. I-a c. c.”

Având în vedere decizia atacată din care rezultă că, încetând din viață Teodor Constantinescu, a rămas de pe urma lui ca avere, două imobile în București, unul în Str. Fluierului și celălalt în Șos. Colentina, cum și o creianță ipotecară, iar ca moștenitori un fiu și o fiică intimatul Mihail Constantinescu și intimata Victoria Constantinescu, cum și soția sa, intimata Maria Constantinescu cu drepturi de văduvă săracă;

Că, cerându-se de către Mihail Constantinescu eșirea din indiviziune asupra averii successorale, Trib. Ilfov S. I. c. c., prin hotărârea No. 558 din 1922, a admis-o în principiu, ordonând împărțirea averii în două părți egale între fiul și fiica defunctului, recunoscând și soției dreptul la o treime din uzufructul întregii averi;

Că, sentința Tribunalului rămânând definitivă și lucrările de partaj fiind în curs, s'a depus raportul de expertiză, asupra imobilelor successorale, iar cu ocaziunea omologării lui recurentul Const. Beca, care, în interval cumpărase de la ambii copii ai defunctului Teodor Constantinescu imobilul din Șos. Colentina, s'a opus la omologarea în întregime a actului de expertiză și a cerut scoaterea din cauză a acestui imobil de oarece l'a cumpărat de la ambii moștenitori și nu mai aparține succesiunii; că această cerere a fost respinsă atât de Tribunal, cât și de C. de Apel, care prin decizia dedusă în recurs a confirmat sentința primei instanțe dispunând trimiterea dosarului la Trib. Notarial, pentru a se vinde prin licitație publică ambele imobile;

Având în vedere că, pentru a decide astfel Curtea de fond motivează că, prin efectul vânzării imobilului în chestiune către C. Beca, acesta a dobândit numai un drept de plină proprietate pentru două treimi din imobil, și un drept de nudă proprietate pentru o treime, iar uzufructul acestei treimi fiind dreptul soției văduve Maria Constantinescu, urmează că C. Beca se găsește în indiviziune cu aceasta în ce privește dreptul de uzufruct; că dreptul de uzufruct al Mariei Constantinescu, fiind o cotă parte din uzufructul întregului imobil nu poate fi realizat în fapt de cât prin împărțirea imobilului, pentru că numai astfel se poate determina porțiunea asupra căreia uzufructura poate să-și exercite dreptului său de uzufruct, care este un drept real;

Având în vedere că, prin motivul de casare, astfel cum este formulat, recurentul invoacă în prim rând că, dreptul de uzufruct deși un drept real, nu atribuie uzufructuarului acțiunea pentru eșirea din indiviziune față de nudul proprietar și în ori ce caz uzufructul soției sărace în averea soțului decedat, este numai un drept de folosință, a cărui exercitare nu poate să atingă substanța lucrului; că, în al doilea rând susține că, sentința de admitere în principiu nu prevede și eșirea din indiviziune a uzufructului și nu dispune formarea unui lot special pentru uzufructuară, pentru ca dânsa să poată cere și obține determinarea lui prin partajarea de fapt a averii successorale.

Considerând că este cert în drept că nu există indiviziune între uzufructuarul și nudul proprietar al unui imobil, căci fiecare are o proprietate distinctă și sepa-

rată de cealaltă, și deci nu poate fi loc la o acțiune în partaj.

Considerând că grevarea unui imobil de un drept de uzufruct nu împiedică alienarea în mod valabil a acestui imobil, deoarece ce art. 561 cod. civil declară formal că: „vânzarea lucrului supus la uzufruct nu aduce nici o schimbare dreptului uzufructuarului; el continuă a se folosi de uzufructul său, de nu a renunțat la dânsul în mod formal”.

Considerând că, în speță este constant că prin hotărârea No. 558 din 1922 Trib. Ilfov S. I. c. c. admitându-se în principiu acțiunea de partaj intentată de Mihail Constantinescu și ordonându-se eșirea din indiviziune asupra celor două imobile successorale sus arătate și a creianței ipotecare, care nu face obiectul discuțiunii prezentului recurs, — s'a dispus că această avere succesorală să fie împărțită în două părți egale între moștenitorii: Mihail Constantinescu și Victoria Tănăsescu; că, în ce privește pe Maria Constantinescu soția defunctului i s'a recunoscut numai dreptul la o treime din venitul întregii averi, fără nici o altă reglementare;

Considerând că în această situațiune, recurentul C. Beca cumpărând imobilul în chestiune de la cei doi și ambii moștenitori ai defunctului lor părinte T. Constantinescu, a cumpărat imobilul grevat de un drept de uzufruct pentru o treime; că, însă, această vânzare cumpărare a făcut evident să înceteze starea de indiviziune ce exista între cei doi moștenitori cu privire la acest imobil, care astfel a eșit din masa succesorală ce urma a fi împărțită între acești doi erezi; că dar acest imobil nu mai poate face obiectul vânzării prin licitație publică ordonată de Tribunal în baza sentinței de eșire din indiviziune; că astfel fiind, cererea recurentului de a fi scoas din cauză imobilul cumpărat era pe delin justificată, rămânând uzufructuarei deschisă calea de a-și valorifica față de dânsul, dreptul său în această calitate, în măsura în care i-a fost recunoscut prin sentința rămasă definitivă.

Că dar recursul devenind fondat urmează a fi admis, acordându-se ca cheltueli de judecată, apreciate de Curte, suma de 2000 lei.

Pentru aceste motive, Curtea admite recursul, etc

NOTA. — Deși problema de drept a concursului văduvei sărace cu descendenții soțului defunct la succesiunea acestuia, a făcut obiectul unor numeroase hotărâri date de instanțele noastre judiciare, chemate să precizeze fie natura dreptului văduvei, fie condițiunile de exercițiu ale acestui drept, cu toate aceste foarte rar o instanță judecătorească a fost pusă în situațiune de a rezolva litigiul sub aspectul sub care s'a prezentat în speța soluționată prin decizia mai sus reprodușă. Pe cât știm numai înaintea judecătoriei Ocolului Ghergani s'a înfățișat un caz identic și care a fost rezolvat în acelaș sens și anume că nu există acțiune în partaj în raporturile dintre uzufructuar și nud proprietar cu privire la bunul, asupra căruia există drepturile lor reale (1).

În speța judecată de Inalta Curtea, un terțiu cumpărând dela cei doi copii ai unui defunct, unul

1) Cartea de judecată din 22 Februarie 1923 publicată în Pandectele Române pe 1923, III, pag. 95.

din cele două imobile succesoriale, a cerut să nu mai fie scos în vânzare la licitație publică pentru esire din indiviziune, așa cum se prevăzuse în raportul de expertiză încheiat în cauză și omologat de Tribunalul sesizat cu acțiunea în partaj, întrucât imobilul, în urma vânzării părților indivize de către moștenitori sesinari, ar fi încetat de a fi în stare de indiviziune deși soția defunctului „ în calitate de văduvă săracă avea o treime în usufruct asupra acestui imobil“.

Așa fiind se pune chestiunea de a se ști: dacă între cumpărătorul care dobândise două treimi în plină proprietate din imobil și o treime în nudă proprietate pe deoparte și văduva defunctului care era usufructuară pe o treime; pe de alta exista sau nu o stare de indiviziune în ce privește usufructul și prin urmare dacă nu era cazul de a se pune capăt acestei stări din indiviziune prin vânzarea la licitație nu numai a usufructului, dar chiar a imobilului în deplinătatea lui, care prin ipoteză nu era susceptibil de o împărțeală în natură?

Ambele instanța de fond au respins cererea cumpărătorului și au decis că este cazul de a se vinde imobilul în litigiu prin licitație publică, căci numai astfel se poate determina porțiunea asupra căreia văduva să-și poată exercita dreptul de usufruct ce i se cuvine.

Inalta Curte casând decizia instanței de fond a aplicat pur și simplu principiul că nu există indiviziune între usufructuarul și nudul proprietar al unui imobil, că deci nu poate fi loc la acțiune în partaj, rămânând ca usufructuara care are un drept real opozabil cumpărătorului, să-și valorifice dreptul pe calea unei acțiuni principale.

Chestiunea dedusă în judecata Inaltei Curți ni se pare mai delicată decât cum o consideră instanța supremă, judecând după motivarea sumară pe care își întemeiază soluțiunea.

Este exact în principiu că starea de indiviziune presupune coexistența unor drepturi de aceeași natură asupra aceluiaș bun comun; că, prin urmare, acțiunea în împărțeală nu poate fi pornită între persoane care au asupra aceluiaș bun, drepturi reale de natură diferită. Aplicațiunea acestui principiu duce la consecința că acțiunea în partaj nu poate fi intentată între nud proprietar și usufructuar care n'au drepturi de aceeași natură.

Or, dacă în speță chestiunea s'ar fi prezentat pur și simplu în cadrul acestei ipoteze, adică în cazul când situațiunea respectivă a părților litigante, ar fi fost aceea numai de nud proprietar pe deoparte și de usufructuar pe de alta, soluțiunea dată de Inalta Curte ar fi fost la adăpost de orice critică.

Ar fi fost vorba de două drepturi rivale, distincte și de natură diferită, fără nici un punct de contact între ele; or, în realitate, situațiunea era

mai complicată căci cumpărătorul care dobândise două treimi în plină proprietate, avea un drept care descompus în elementele sale componente îl făcea ca să aibă dubla calitate de usufructuar și de nud proprietar și prin urmare din punctul de vedere al usufructului nu exista oare o stare de indiviziune între cumpărător și văduva usufructuară? Așa fiind, dacă nu era cazul de a vinde la licitație publică întregul imobil succesoral, oare nu era posibilă o vânzare la licitație a uzufructului?

Este incontestabil că poate să existe o stare de indiviziune din punctul de vedere al usufructului atunci când mai multe persoane sunt cusufructuari aceluiaș bun sau aceleiași universalități. În acest caz, există indiviziune fiindcă coexistă mai multe drepturi de aceeași natură asupra aceluiaș bun. Oare situațiunea nu este aceeași când unul din usufructuari este în acelaș timp nud proprietar al bunului comun și prin urmare are calitatea de plin proprietar al unei cote-părți din acel bun?

În acest caz, oare nu se poate zice că există o stare de indiviziune între părțile interesate în ce privește usufructul?

Este adevărat că odinioară chestiunea a fost controversată și s'a susținut că în asemenea ipoteză n'ar exista indiviziune fiindcă proprietarul care are folosința unei părți a unui bun din care cealaltă parte este supusă usufructului, nu poate fi considerat ca având calitatea de usufructuar și prin urmare ar fi două drepturi de natură diferite, folosința proprietarului fiind exercitată jure domini, pe când folosința usufructuarului jure servitutis. 1)

Dar doctrina și jurisprudența sunt definitiv stabilite în sensul că pentru a ști dacă există o stare de indiviziune, nu trebuie să ținem seama de cauza în virtutea căreia se exercită folosința ci să avem în vedere destinațiunea identică a folosinței exercitate în comun; că, prin urmare, există o comunitate de folosință atunci când între părțile interesate are loc o împărțeală de fructe sau venituri indivize a aceluiaș bun, chiar dacă folosința aparține uneia din părți în calitate de plin proprietar, iar celeilalte, ca usufructuar; din moment ce există o comunitate de folosință, există o stare de indiviziune și acțiunea în partaj este în principiu admisibilă 2).

Este adevărat că atunci când partajul folosinței nu se poate face în natură fiindcă bunul indivis nu poate fi împărțit, vânzarea prin licitație a dreptu-

1) Notă anonimă sub decizia Casației franceze din 8 Decembrie 1846 în Sirey pe 1847, I, pag. 15.

2) Decizia Casației civile din 25 Aug. 1879 în Sirey pe 1880, I, 181 din 7 Ianuarie 1878 în Sirey 1880, I, 145 etc., iar ca autori Laurent, t. X no. 250; Aubry et Rau 5-a ediție t. X, § 621 bis, pag. 121; Baudry-Lacantinerie et Wahl, Des successions, t. II, no. 2827 etc.

lui de folosință sau de uzufruct prezintă inconveniente pentru moștenitori care au în același timp calitatea de plin proprietari și nuzi proprietari. Vânzarea unui drept de uzufruct din cauza incertitudinii duratei uzufructului, se face în condițiuni defavorabile fiindcă atrage puțini concurenți și nu se obține un preț corespunzător cu adevărata valoare a bunului vândut.

Pe de altă parte moștenitori, în urma vânzării uzufructului, devenind nuzi proprietari, au în patrimoniul lor un bun steril și astfel descompunerea dreptului lor de plină proprietate din cauza prezenței uzufructuarului, le pricinuește un prejudiciu vădit.

Pentru a înlătura aceste inconveniente, moștenitori în plină proprietate au posibilitatea de a consimți la vânzarea plinei proprietăți și în acest caz prin una și aceeași vânzare se lichidează dreptul uzufructuarului și al comoștenitorilor.

Uzufructarul n'are nici un interes și n'are calitate de a constrânge pe comoștenitori în plină proprietate să consimțâ la un partaj sau o licitațiune de folosință.

În acest caz, prețul eșit la licitație reprezentând valoarea deplinei proprietăți vândute, realizarea dreptului cuvenit uzufructuarului se concepe în două moduri: sau i se atribue o parte din preț apreciindu-se de judecată valoarea uzufructului, ceace constituie incontestabil o operațiune dificilă, în lipsa unui criteriu legal, sau se consideră prețul ca luând locul imobilului vândut în virtutea unei subrogațiuni reale și în acest caz uzufructuara sau va percepe din venitul prețului, o parte corespunzătoare cu cotitatea uzufructului său, sau ținând seama de faptul că uzufructul unei sume de bani constituie un quasi uzufruct, se va recunoaște uzufructuarului dreptul de a dispune de o porțiune din preț corespunzătoare cu dreptul său de uzufruct, cu obligațiunea de a restitui suma la încetarea uzufructului.

* * *

Evoluțiunea doctrinei și jurisprudenței în ordinea de idei de care ne ocupăm a mers și mai departe. În adevăr, s'a admis că atunci când între mai multe persoane există o stare de indiviziune numai în ce privește folosința, fiecare din părțile interesate poate cere nu numai partajul sau licitațiunea desmembrământului de proprietate asupra căruia poartă indiviziunea, dar chiar partajul sau licitația plinei proprietăți. S'a susținut în acest sens că soția uzufructuară spre pildă, când pornește o acțiune pentru valorificarea dreptului său, urmărește în ultimă analiză să pună capăt stărei de indiviziune în care se găsește pentru a-și separa și

individualiza dreptului ce i se cuvine; deci acțiunea soției tinzând la atribuițiunea dreptului de uzufruct poate duce în mod indirect la împărțirea sau licitațiunea plinei proprietăți, dacă acest procedeu este necesar pentru realizarea dreptului uzufructuarului, deși nu există indiviziune în ce privește proprietatea (3).

Concluziunea care se desprinde din considerațiunile mai sus expuse este că soluțiunea contrarie celei consfințită de Inalta Curte este mai conformă cu o analiză juridică exactă și complectă a situației de fapt și cu părerea generalmente admisă în doctrină și adoptată de jurisprudența franceză.

Decizia Inaltei Curți mai prezintă inconvenientul practic de a complica procedura de împărțeaală a unei succesiuni întrucât drepturile tuturor moștenitorilor nu sunt lichidate în mod definitiv în instanțe de eșire din indiviziune, ci soția uzufructuară va trebui să-și valorifice dreptul pe calea unei acțiuni principale față de cumpărătorul unui bun succesoral vândut de ceilalți moștenitori; or cu această ocaziune se va pune în discuțiune în mod inevitabil cestiunea modului de exercițiu al dreptului de uzufruct, a modalității de realizare a acestui drept, fie prin un partaj în natură sau prin licitație, fie a uzufructului, fie a plinei proprietăți, cestiuni cari în mod firesc intră în sfera de competență a instanței investite cu lichidarea succesiunii.

ALEX. CERBAN

Prof. de Drept civil la Univ. din București

CURTEA DE APEL GALAȚI S. II

Audiența dela 21 Octombrie 1929

Pr ședentia d-lui CONST. C. VASILIU, președinte
Decizia civilă Nr. 150

Contencios administrativ. Păduri. Exploatare. Amenajament. Ordinul administrației Casei Pădurilor de a se opri pe cale administrativă exploatarea. Necompetință. Anulare. Art. 7 codul silvic.

Potrivit art. 7 din codul silvic, dreptul administratorului Casei pădurilor, de a executa deciziunile luate de consiliul de administrație al acelei Case și aprobate de ministru nu presupune dreptul de a executa prin propriari autoritate și dispozițiunile legilor și regulamentelor publice ce ar interesa instituția, dreptul conferit mărginindu-se la o executare de deciziuni aprobate de ministru iar nu la executări de dispozițiuni legate cum este acea privitoare la oprirea exploatării unei păduri.

Ratificarea posterioară a ministrului agriculturii nu e posibilă în caz de incompetență a funcționarului administrativ, actul găsindu-se isbit de nulitate ab initio și fără putința de a fi refăcut printr'o simplă ratificare.

3) În acest sens: Colin et Capitant, t. III, pag. 415; Planiol et Ripert, t. IV, p. 161, Cass. din 9 Aprilie 1877, Sirey 77, I, 261 și 1 Iulie 1891 în Sirey 1891, I, 377 etc.

S'au ascultat d-nii avocați I. D. Neagu-Negrilești, Gavrilii și Vintilă Simionescu din partea reclamantilor Soc. Frăția din Focșani, dnii avocați Gorski, T. Missir și St. Marinescu-Bolintin din partea părților Ministerul domeniilor și Casa Pădurilor.

Curtea, deliberând,

Asupra acțiunii intentate, în conformitate cu legea pentru contenciosul administrativ, de Societatea Anonimă „Frăția”, cu sediul în Focșani, strada Mare a Unirii și M. D. Vitănescu, proprietar în București strada Polizu No. 8, prin petițiunea înregistrată la No. 7476 din 20 Decembrie 1928, contra Ministerului de domenii și Casei Pădurilor.

Având în vedere că prin această acțiune se solicită: 1) anularea ordinului Administrației Casei Pădurilor No. 13799 din 20 Martie 1928, prin care reclamantii au fost opriti de fapt prin forță administrativă în exploatarea pădurei Fetesti-Câmpurile din județul Putna. 2) Anularea avizului Consiliului tehnic al Casei Pădurilor cu No. 63 din 928 precum și referatul Serviciului Amenajărilor cu No. 169 din 928 pe care se bazează. 3) Constatarea judecătorească că amenajamentul publicat în *Monitorul Oficial* No. 171 din 911 a fost revizuit legal în spiritul Decretului Lege No. 2596 din 919, prin avizul Consiliului Tehnic al Casei Pădurilor No. 640 din 920. 4) Să fie obligați solidar: Casa Pădurilor și Ministerul de domenii a plăti cu titlul de daune, reclamantilor, suma de un milion lei.

Având în vedere că ordinul Casei Pădurilor, atacat în contencios e dat pe baza art. 7 al Codului Silvic și are următorul cuprins:

„Cu enoare vă facem cunoscut că pe baza art. 7 cod. silvic și în urma avizului aprobat cu No. 63 din 928 al Consiliului tehnic, s'a dispus oprirea pe cale administrativă a exploatărilor în pădurea Fetesti-Câmpurile din județul Putna, proprietatea d-nei El. Gr. Cerchez din str. Ecaterina Teodoroiu 14. Pentru tăerile în contravenție făcute până la 23 Septembrie 1927, constatate de delegatul nostru s'a intervenit la contencios să deschidă acțiune publică pentru urmărirea delicvenților.

(Semnat) *Administratorul Casei Pădurilor*”.

Având în vedere că anularea acestui ordin de oprire, e cerută pe trei considerațiuni: 1) Incompetința autorității administrative — în special Administrația Casei Pădurilor — ce a dat ordinul de oprire. 2) Neregularitatea din punct de vedere formal al actului, el nefiind dat pe cale de Decizie Ministerială. 3) Illegalitatea actului, el fiind dat cu călcarea dispozițiilor legii silvice.

În ce privește incompetința ad-torului Casei Pădurilor:

Având în vedere că ordinul de oprire No. 13799 din 928 e dat pe temeiul art. 7 din codul silvic;

Având în vedere că potrivit art. 7 din codul silvic, dreptul de a aprinde pe cale administrativă, exploatarea pădurei fără amenajament sau regulamentul de exploatare — cum se impută reclamantilor — se dă de Ministerul de agricultură și al domeniilor;

Având în vedere că denumirea de „Minister”, utilizată în textul acestui articol, este o nomenclatură de ordin administrativ, ce se dă celei mai mari diviziuni administrative a Serviciului public;

Că șeful suprem al acestei diviziuni, fiind ministrul respectiv, numai el are administrarea intereselor generale, executând, în calitate de delegat al Regelui, legile și regulamentele de administrație publică, în resortul departamentului ce conduce;

Că principal, capul administrației, care este ministrul, poate să-și deleage o parte din puterile sale, în interesul unor rezolvări mai urgente al lucrărilor administrației;

Având în vedere că se invoacă de intimați, în dovedirea competenței funcționarului administrativ ce a întocmit actul atacat în contencios, dispozițiunile art. 7 din legea Casei Pădurilor din 30 Martie 1910, care cuprinde atribuțiunile șefului acestei administrații, adică atribuțiunile administratorului Casei Pădurilor;

Că după ce în șapte aliniate ale acestui articol, se indică amă-

nunțit și specificat atribuțiunile conferite administratorului Casei Pădurilor, se mai adaogă, în ultimul aliniat, că în fine el dirijează toate afacerile Casei Pădurilor în limita legilor și execută toate deciziunile și măsurile luate de Consiliul de administrație și aprobate de Minister;

Că interpretarea acestui aliniat nu poate lăsa loc la nici un fel de îndoială, asupra atribuțiunilor de ordin general ce le indică, el neputând fi invocat pentru a se sprijini pe baza lui o atribuțiune așa de importantă, cu caracter de dispozițiune și de executare a unei dispozițiuni legale;

Că, în primul rând, din faptul că în art. 7 leg. Casei Pădurilor se găsesc înșirate opt aliniate referitoare la însumarea tuturor atribuțiunilor cu care se găsește investit administratorul Casei Pădurilor, rezultă că ne aflăm în fața unei dispozițiuni de competență, limitativ determinată de legiuitor, cum de altfel era și firesc pentru caracterizarea sferei de activitate a unei subdiviziuni administrative, cum este Casa Pădurilor, al cărei șef imprimuă numai pe baza de lege o delegațiune expresă și limitată din puterile conferite Ministrului respectiv.

Că dacă prin aliniatul final s'ar înțelege o competență generală, ar fi fost cu totul inutile, celelalte aliniate indicatoare de felul atribuțiunilor ce se dedeau administratorului Casei Pădurilor.

Că din acest aliniat, rezultă două drepturi distincte: unul de a dirija, în limitele legilor, afacerile Casei Pădurilor și altul de a executa măsurile luate de Consiliul de administrație și aprobate de Minister;

Că dreptul de a executa deciziunile luate de Consiliul de administrație și aprobate de Minister, nu presupune dreptul de a executa prin propria-i autoritate și dispozițiunile legilor și regulamentelor publice ce ar interesa instituția, dreptul conferit mărginindu-se la o executare de deciziuni aprobate de Minister — ceace nu e speța — iar nu la executări de dispozițiuni legale, cum este cea privitoare la oprirea exploatărei, care se face numai în virtutea art. 7 din codul silvic;

Că, de asemeni, dreptul de a dirija afacerile Casei Pădurilor, nu poate trece peste limita drepturilor de simplă supraveghere și control, degajându-se din înțelesul lui acele atribuțiuni cu care în general se găsește investit un șef de subdiviziune administrativă, necesare la asigurarea bunului mers al administrației;

Că, în fine, s'a mai invocat și art. 2 litera *i* partea finală din regulamentul din 1926, întocmit pe baza art. 91 cod silvic, potrivit căruia administratorul Casei Pădurilor ar avea competența să aprobe toate avizele de orice natură ale Consiliului Tehnic al Pădurilor, afară de acelea care atrag decret regal pentru întărirea lor;

Că însă această dispozițiune regulamentară e menită prin natura ei a servi ca o regulă de pură aplicațiune a unei dispozițiuni legale și nu poate trece peste ceace în mod precis e prevăzut și indicat în lege;

Că dacă prin lege dreptul de oprire nu se găsește conferit, nici prin regulament nu se poate adaoga, mai ales după cum s'a văzut că conferirea atribuțiunilor s'au făcut în mod limitativ prin cele opt aliniate ale art. 7 din legea Casei Pădurilor și o interpretare ce ar milita în favoarea menținerii și a dispozițiunilor din regulament, ar însemna o sporire de atribuțiuni peste cele legal prevăzute, ceace nu este cu putință;

Că se mai susține de intimați că ratificarea posteroară a Ministrului de Agricultură și Domenii, intervenită la 9 Martie 1929 și publicată în *Monitorul Oficial* No. 58 din 12 Martie 1929, ar acoperi viciul incompetenței administratorului pădurilor, întrucât prin decizia Ministerială No. 14936 din 9 Martie 1929, Ministrul a ratificat toate aprobările date de administratorul Casei Pădurilor, avizelor Consiliului Tehnic și deciziilor referitoare la oprirea de exploatare a pădurii făcute fără amenajamente de exploatare;

Că însă ratificarea nu e posibilă în caz de incompetență a funcționarului administrativ, actul găsindu-se isbit de nulitate *ab initio* și fără putința de a fi refăcut prin o simplă ratificare;

Că fiind vorba de determinarea activității, unei anume subdiviziuni administrative — bazat pe principiul separațiunii drepturilor și pe limitarea expresă a delegațiunii conferite — chestiunea atribuțiunilor îmbracă caracterul de ordine publică, iar dispozițiile ce le reglementează sunt de natură a determina strict sferile competenței legiferate cu consecința că o dispoziție luată în afară de dânsa, e lovită implicit de o incompetență *rationae materiae*, care nu se poate acciperi și nici ratifica.

Că, de altfel, o ratificare ar însemna că activitatea administrativă poate lucra și cu putere de retroactivitate, ceea ce principiile dreptului administrativ nu admit;

!Că, deci, ordinul de oprire, fiind dat de un funcționar administrativ ce nu avea această calitate, e dat fără competență și urmează a fi anulat ca abuziv și fără competență.

Că odată admis acest motiv, devine fără interes de a se mai discuta neregularitatea actului atacat pe motiv că nu s'a dat decizia ministerială de oprirea exploatărei sau ilegalitatea actului pe motiv că s'ar fi călcat dispozițiunile de fond ale art. 7 din codul silvic.

Apreciind și cheltuelile de judecată, Curtea le fixează la 5000 lei.

Pentru aceste motive, redactate de d-l Consilier D. Hozoc, Curtea admite acțiunea intentată în conformitate cu legea penenciosul administrativ de societatea anonimă „Frăția” cu sediul în Focșani, strada Mare a Unirei și M. D. Vitănescu, proprietar din București, strada Polizu No. 8, prin petițiunea înregistrată la No. 7476 din 20 Decembrie 1928 și prin consecințe;

Anulează ordinul No. 13799 d'la 20 Martie 1928, al administrației Casei Pădurilor, prin care sus numiții reclamanți au fost opriti de fapt prin forța administrativă la exploatarea pădurei Fetești-Câmpurile din județul Putna.

Obligă pe Administrația Casei Pădurilor, să plătească reclamanților societatea anonimă „Frăția” și M. D. Vitănescu, suma de 5.000 lei cheltueli de judecată.

Cu recurs. Dată și citită în ședință publică, astăzi 21 Octombrie 1929.

(ss) C. C. Vasiliu, M. Mantu, D. Hozoc.

NOTA. — Primul motiv al cererei în contencios era:

Să se declare de către Onorata Curte anularea Ordinului de oprire, al Administrației Casa Pădurilor, pe cale de consecință anularea avizului Consiliului tehnic depe lângă Casa Pădurilor, No. 63 din 928 și referatul serviciului amenajărilor cu No. 160 din 1928 ce-i servește de bază;

!n al doilea rând: A se constată că amenajamentul pădurei în discuție, publicat în *Monitorul Oficial* No. 171 din 1911 a fost revizuit în spiritul Decretului Lege 2596 din 25 Iunie 1919 prin avizul Consiliului, Tehnic al Casei Pădurilor cu No. 640 din 920.

Din textul art. 7 din cod. silvic rezultă în mod necontestat că contra acelor ce exploatează păduri fără amenajamente sau contrar dispozițiunilor acestora, se iau de către Ministerul de domenii măsuri provizorii de oprire, aplicându-se delicventului două sancțiuni:

a) una civilă: oprirea exploatărei până ce delicventul va intra în legalitate conformându-se art. 2 codul silvic și

b) aplicarea amenzei socotită pe număr de arbori sau de hectare.

De către cine se iau aceste măsuri? Care este autoritatea competentă? Administratorul Casei Pădurilor, sau Ministrul de domenii?

Răspunsul la aceste întrebări duce în mod necesar la rezolvarea în sens afirmativ al primului cap de cerere.

Răspunsul îl găsim ușor dacă apropiem textul alin. 5 și 6 din art. 7 c. silv., de textul art. 6 și 7 din legea pentru înființarea Casei Pădurilor.

Art. 7 cod. silvic are următoarea cuprindere: „Afară de aceasta, Ministerul Agriculturii și domeniilor, luând avizul Consiliului Tehnic, va avea dreptul de a opri, pe cale administrativă, exploatarea pădurei fără amenajament, sau regulament de exploatare, până ce proprietarul sau exploatatorul se va conforma dispozițiunilor art. 2 din această lege.

Dacă Ministerul va constată că aceștia se abat numai dela prescripțiunile amenajamentului sau regulamentului de exploatare decretat, exploatarea va putea fi de asemenea oprită; proprietarul sau exploatatorul având în cazul acesta dreptul de contestațiune la tribunalul situațiunii imobilului, în termen de 15 zile de la înmănare, pe cale administrativă, a deciziunii ministerului”.

Legea pentru înființarea Casei Pădurilor publicată în *Monitorul Oficial* No. 291 din 30 Martie 1910, decide cu 10 zile mai înainte de punerea în aplicare a codului silvic, — 9 Aprilie 1910, — prevede în art. 1: „Pe lângă Ministerul agriculturii și domeniilor și sub autoritatea Ministerului, se înființează instituțiunea numită „Casa pădurilor” al cărei scop va fi administrarea fondurilor create prin acea lege, ridicarea în plan a pădurilor statului, cumpărarea pădurilor oferite de Casa Rurală, cumpărarea în plină proprietate a pădurilor dela moșneni, cumpărarea de pământuri improductive, administrarea fondurilor depuse la particulari pentru asigurarea regenerării pădurilor supuse regimului silvic, arendarea poenilor din pădurile Statului, controlul asupra agenților silvici ai Statului, avizarea la numirea personalului trebuincios organizării întregii administrațiuni.

!n art. 4 se arată componența Consiliului de administrație al Casei Pădurilor, consiliu compus din șapte membri din care șase sunt desemnați de Ministerul de domenii și unul de Eforia spitalelor civile din București, pe termen de cinci ani.

Acest consiliu este cu totul altul decât consiliul tehnic instituit de legiuitorul codului silvic prin art. 18 codul silve și art. V din legea modificatoare din 1920.

!n art. 5 din legea Casei Pădurilor se arată atribuțiile acestui consiliu de administrație și care sunt:

- 1) măsuri pentru buna funcționare a Casei Pădurilor;
- 2) se rostese asupra contractelor de scoaterea în vânzare a pădurilor statului și a moșnenilor;
- 3) a aviză la numirea și intrarea personalului administrativ, necesar Casei Pădurilor;
- 4) își dă avizul asupra cheltuelilor privitoare la păduri, care i se supune de Ministerul Agriculturii și domeniilor.

!n art. 6 din aceeași lege se spune clar:

„Toate avizele Consiliului și actele administratorului, nu se pot pune în executare fără aprobarea prealabilă a Ministerului agriculturii și al domeniilor”.

Dacă atributul de a opri pe cale administrativă tăierile făcute de exploatatori sau de proprietari fără amenajament sau contrar prevederilor amenajamentelor, nu le are Consiliul de administrație al Casei pădurilor, cu atât mai mult nu-l poate avea nici administratorul Casei pădurilor, persoană numită prin Decret Regal de către Ministerul agriculturii și al domeniilor pe termen de zece ani (art. 4 din legea Casei Pădurilor), care n'are altă competență decât aceea expres și limitativ arătată în art. 7 din legea Casei Pădurilor, adică:

- a) De a întocmi bugetul Casei Pădurilor;
- b) De a lua măsurile de ordine și disciplină asupra întregului personal al Casei Pădurilor;
- c) De a ține licitație și încheia tranzacții conforme deciziei Consiliului de administrație și aprobarea ministerului;

- d) De a subscrie corespondența Casei Pădurilor;
- e) Dispune întrebuințarea fondurilor bugetare pe baza consiliului de administrație aprobate de minister;
- f) Reprezintă în justiție Casa Pădurilor;
- g) Poate aproba cheltueli și vânzări până la 5000 lei și în fine;
- h) Dirijează afacerile Casei Pădurilor în limita legilor (deci și a legii pentru înființarea Casei Pădurilor), și execută deciziile Consiliului de administrație al Casei Pădurilor și aprobate de Ministru.

În doctrina noastră administrativă este unanim admis că un funcționar administrativ n'are altă competență decât aceia care-i dată prin lege și prin regulamente.

Astfel d-l Paul Negulescu definește actul administrativ (drept administrativ pag. 323, 244), un act făcut de un funcționar din rangul administrativ relativ la o materie administrativă care intră în atribuțiile aceluia funcționar".

Deasemenea d-l Anibal Teodorescu în tratatul d-sale de drept administrativ la pag.... vol. I, precum la cursul de Doctorat definește actul administrativ: „Actul generator de efecte juridice, făcut în cadrul funcțiunii administrative, de un organ competente, iar d-l conferențiar C. Gh. Rarincescu la cursul de licență pe care îl face la Universitatea din București, încă dela 1027—1928 (Revista de drept public an. IV No. 2 pag. 348) definește actul administrativ: „Orice act care emană dela autoritate sau agenți administrativi, chemați prin lege sau regulament a exercita o misiune determinată în vederea funcționării unui serviciu public”.

Reiese deci evident că administratorul Casei Pădurilor dând avizul de oprire la exploatare cu No. 13799 din Martie 1928 a săvârșit un act ce excede competența sa fixată prin sus citatele texte din lege pentru înființarea Casei Pădurilor.

Este clar că acest funcționar de rang administrativ a săvârșit un act administrativ ce nu intra în atribuțiile sale, lucrând fără competență, el ne fiind chemat prin art. 7 din cod. silvic de a exercita o asemenea facultate. Este de asemenea știut că dreptul public este mai formalist decât dreptul civil.

Nulitățile de drept, în materie administrativă, sunt mai categorice. Ele duc întotdeauna și în mod accelerat la anularea actului lipsit de forme, sau săvârșit de un funcționar incompetent. În acest sens în tratatul de drept administrativ român al d-lui Văraru, pag. 210 găsim „Actul administrativ făcut fără formele legale, este un act infirm sau fără tărie”, din punct de vedere al execuției sale juridice. Misiunea principală a funcțiunii publice, fiind garantarea ordinii de stat, ar fi absurd ca reprezentanții săi să execute acte sau deliberațiuni luate contra ordinii publice. Se știe că toate legile administrative sunt de ordine publică..., iată mai de parte la pag. 214 „sunt nule de drept pentru vișii de formă actele făcute fără respectarea formelor sau formalităților prescise de legi sau de regulament”.

În același sens d-l Paul Negulescu: „În general se zice că un funcționar n'are altă competență decât pe aceia pe care i-o dă legea. Legiuitorul fixează fiecărui agent o anumită sferă de activitate, fiecare agent are deci atribuțiile precizate și determinate de lege.. iar mai departe: „regulele, condițiunile puse de lege, privitoare la exercitarea competenței agenților publici, sunt de ordine publică, ele sunt dictate de interes general”. (Paul Negulescu, Drept administrativ, vol. I, ed. III, pag. 418).

Dacă nici Consiliul de administrație al Casei Pă-

durilor nu poate opri exploatarea, dacă nici administratorul Casei Pădurilor nu are prin legi organice acest atribut, cine poate ordona oprirea exploatarea făcute fără amenajament sau contrar amenajamentelor?

Legiuitorul forestier după ce a pus în aplicare la 30 Martie 1910 legea pentru înființarea Casei Pădurilor, a pus în aplicare la 9 Aprilie, 1910 același act actual cod silvic, care în art. 7 al. 5 și 6 spune textual că numai Ministerul de domenii după luarea avizului Consiliului tehnic, organ consultativ și tehnic, instituit prin art. 18 cod. silvic și art. 5 din legea modificatoare și compus din șapte membri dintre inspectorii și inspectorii generali silvici. Acest Consiliu tehnic are a se pronunța: a) asupra amenajamentelor, asupra chestiunilor tehnice privitoare la păduri, și potrivit alin. 6 din art. 7 cod. silv. li se mai fixează și atributul de a-și da avizul către Ministerul de domenii în chestiunea opririlor de exploatare.

Ministrul luând deci avizul Consiliului tehnic al pădurilor dă decizie ministerială de oprire, pe care o comunică pe cale administrativă delicventului. Ca o dovadă în plus despre ilegalitatea procedurii urmat de Casa Pădurilor, invocăm *Monitorul Oficial* No. 38 din 12 Mai 1920, depus de partea adversă la dosar, unde la pag. 2062 se găsește o decizie a actualului Ministru de domenii d-l I. Mihalache, pe care îl împuternicește pe administratorul Casei Pădurilor cu puteri ministeriale în ceiace privește anularea amenajamentelor neregulate și a opririi exploatarea practice pe baza acestora. Evidența faptelor în ce privește desfășurarea lor ne scutește a stăruii mai mult asupra acestei chestiuni.

Curtea de Apel considerând oprirea la exploatare ordonată de administratorul Casei Pădurilor ca ilegală, datorită necompetenței acestui funcționar ministerial și anulând ordinul de oprire al Casei Pădurilor cu No. 13799 din Martie 1928, a făcut o dreaptă aplicațiune a art. 7 cod. silvic, art. 18 c. silv., art. 1, 6 și 7 din legea pentru înființarea Casei Pădurilor. Nădăjduim ca și înalta Curte de Casație va soluționa la fel.

I. D. NEAGU-NEGRILEȘTI
Avocat

RECENZIE

„Recherches sur la situation juridique de l'enfant naturel en droit Roumain et en droit Etranger” par SPIRIDON C. HULIANU, Docteur en droit. (Edition Sirey 1928).

Acesta este titlul unei lucrări apărute în anul 1928 în editura Sirey. O lucrare scrisă într-o corectă limbă literară franceză și care, cu toată modestia ce și-a impus autorul nedând-o încă în vileag, poate cu succes figura într-o bibliotecă pretențioasă din toate punctele de vedere. Lucrarea, în afară de reușita sa, mai prezintă un deosebit interes de actualitate prin faptul că atât în ante-proiectul noului cod civil cât și din informațiuni căpătate, se proiectează o reformă urgentă a situațiunii copilului natural. Dacă toți autorii s'au ocupat de această chestiune, cerând și propunând diferite soluții pentru atenuarea situației de vădită inferioritate, în care legea a pus pe copii naturali față de cei legitimi, nimeni însă n'a făcut operă pozitivă—Românii cari prin firea lor au un desvoltat spirit de imitație, în această materie s'au complăcut într'un condamnat indiferentism, menținând situațiunea creiată la 1865 cu oarecari modificări neînsemnate la 1906. Indiferența este cu atât mai de

condamnat când ne gândim că în această materie francezii, care ne inspiră de obicei, au legiferat în 1912. În toate părțile această chestiune a fost considerată ca depășind cadrul juridic și intrând în cel moral și social. Astăzi nu mai suntem în timpurile când Napoleon I putea zice fără a fi contrazis că puțin îl importă situațiunea legală a unei persoane, din moment ce va avea un soldat în plus pentru Franța. Ceiace este mai curios la noi este faptul că legiuitorul de la 1865 a înlocuit dispozițiuni mai umanitare existente, în codurile anterioare, prin cele edictate la 1804. Autorul nostru face o documentată și interesantă incursiune istorică a chestiunii, studind și partea ei filosofică. Fiindcă, să nu se creadă că această chestiune a preocupat pe sociologi și moralisti mai puțin ca pe juristi. În vechime fundamentul puterii paterne, atât la Romani cât și la greci, era de natură politică. Mai târziu sub influența creștinismului, moralistii și sociologii au început a-și întinde sfera de activitate și în acest domeniu. În această lucrare este redată întreaga evoluție a puterii materne și paterne față de copilul natural și influențele ce diverse teorii filosofico-sociale au exercitat asupra legiuitorilor din toate timpurile. Este de asemeni tratată și modalitatea, forme și condițiuni a recunoașterilor voluntare și forțate, precum și a legitimării copilului natural, consecințele acestor operațiuni juridice și personale în drept a le face, instituirea tutelei copiilor naturali, succesiunea lor, reproducându-se opiniunile diversilor autori cari s'au ocupat de aceste chestiuni precum și diferite aplicațiuni jurisprudențiale. Spre sfârșitul lucrării, autorul, face o analiză a diverselor legislațiuni mai noi, cari au edictat dispozițiuni, unele fie asimilând copiii naturali celor legitimi, altele făcându-le o situație aproape egală. Până și țara considerată ca cea mai refractară modernismului, înțeles în alt sens decât cel monden, Turcia, are o reglementare recentă a chestiunii de față. Țara în care, la 1912 s'a legiferat cel mai perfect este Elveția. Apoi ca dispozițiuni mai puțin perfecte, însă incontestabil mai umanitare ca ale noastre sunt: Italia, Franța, Germania, Austria, citate și analizate în lucrarea de față. În concluzie autorul cere o cât mai urgentă legiferare, în afară de alte considerațiuni expuse, dar și pentru aceea că în urma alipirii provinciilor alăturate, este o apreciazabilă diferență între situațiunea copiilor naturali după legislațiile acelor provincii și după aceea a noastră. În nouă puncte autorul sintetizează dezideratele și propunerile sale cari prezintă un mare interes din punct de vedere social și moral, căci aceste două considerațiuni trebuie să primeze celei juridice, astăzi când întreaga omenire este sclava principiilor umanitare. Ultimele cuvinte ale acestei lucrări, se încheie cu cunoscutele vorbe a lui Montesquieu „*Jes moeurs font toujours de meilleurs citoyens que les lois*”, și poate nici odată mai mult ca astăzi prin criza moravurilor pe care o trecem, aceste cuvinte nu trebuiesc reținute și aplicate în practică. Pentru cei ce se ocupă cu aceste chestiuni lucrarea poate reprezenta un real aport și o repetăm, cei competenți s'ar putea inspira din propunerile ce le face autorul la sfârșitul lucrării. O notă apărută în ziare acum câteva zile și care anunța elaborarea unui proiect, de către actualul Ministru al Justiției reglementând situațiunea copiilor naturali, mi-a sugerat ideea acestei recenzii. În credința că pe lângă materialul adunat de cei în drept, cel din prezenta lucrare va contribui la înfăptuirea unei opere, în prim loc, umanitare.

CONST. ZOTTA

Judecător la Tribunalul R.-Sărat

A apărut : **LEGEA ACCELERARII JUDECAȚI-LOR** din 1929, comentată și adnotată de d. **Dem. D. Stoenescu**, Decanul Baroului Dolj cu doctrină și jurisprudență și debateri parlamentare. Expunerea de Motive, Avizul Consiliului Legislativ și Rapoartele dela Cameră și Senat. **Prețul Lei 160.**

A apărut în Editura *Curierul Judiciar* :

— **TABLA DE MATERII** pe 1929 la revista „*Curierul Judiciar*” Lei 100.

— **TABLA DE MATERII** pe 1929 la revista „*Jurisprudența Generală*” Lei 100.

— **CONTRACTUL DE TRANSPORT**, în 3 mari volume, de avocatul *E. Christoforeanu*, Profesor la Academia de Inalte studii comerciale. **Prețul 780 lei.**

— **RECUZAREA**, Procedura recuzării și Abținerea judecătorului. Studiu de Procedură civilă comparată, de *Dimitrie I. Cotrutz*, Jude-Președinte, Galați. **Prețul 80 lei.**

— **PROCEDURA PENALĂ**, după ultima doctrină și jurisprudență, având anexe : Regulamentul de Ad-ție publică pentru funcționarea Curților cu jurați, Formular de chestiunile la jurați asupra complicității, Tablou sinoptic de ședință a Curții cu jurați, Legea p. permanentizarea camerei de punere sub acuzare din București, însoțită și de un **INDICE** alfabetic care înlesnește cercetările, de *N. Jac Constantinescu*, Președinte la Curtea de Apel București. **Prețul 150 lei.**

— **CAMERA DE CONSILIU**, Jurisdicția grațioasă. — Ordonanțele. — Incheierile. — Jurisdicția contencioasă în legislația vechiului regat, a teritoriilor eliberate și Dreptul comparat cu Doctrină și Jurisprudență Română și Streină și un **INDICE** alfabetic pentru înlesnirea cercetărilor de *Prof. F. Vasilescu* de la Facultatea de Drept din Cernăuți. **Prețul 350 lei.**

— **DREPTUL ȘI PROCEDURA EXECUȚIUNII SILITE** IN BUCOVINA de *Dr. Oreste Târnaveanu*, Jude-Președinte, Vatra Dornei. **Prețul 140 lei.**

— **DREPTUL DE MOȘTENIRE AL SOȚULUI SUPRA VIETUIȚOR** IN LEGISLAȚIUNEA COMPARATĂ de *D-l N. Vrăbiescu*, Dr. în Drept, Avocat, **Prețul 150 lei.**

SUB TIPAR:

— Va apare la 10 Februarie vol. X **BIBLIOTECA MARI-LOR PROCESE**, cuprinzând: senzaționalul proces al *D-nei Arabella Armășescu*, cu actele judiciare mai importante și toate pledoariile avocaților care au pledat în acest proces și rechizitoriul D-lui Procuror general Gică Ionescu.

Societatea anonimă „Curierul Judiciar”, în dorința de a face un avantaj d-ilor abonați ai revistelor sale „Curierul Judiciar” și „Jurisprudența Generală”, a hotărât ca, dela această dată să le acorde un rabat de 10% asupra cărților din editura soc., ce vor cumpăra direct de la librăria sa din București, strada Artei No. 5, numai dacă D-nii abonați se găsesc la corent cu plata abonamentelor la acele reviste.

Rugăm stăruitor pe d-nii abonați din provincie a nu aștepta alte invitațiuni, cari sunt costisitoare, sau sositrea în localitate a încasatorilor, și a binevoi să trimită achitarea abonamentului prin mandat poștal, direct la Administrația „Curierul Judiciar”, București, Artei 5, notând pe cotorul mandatului, pentru abonamentul datorat, partida No...